

**ASSEMBLEE EPISCOPALE PROVINCIALE DE BUKAVU
(ASSEPB)
B.P. 3324 BUKAVU
République Démocratique du CONGO**

« Frères, que devons-nous faire ? » (Ac 2,37)

***Message des Evêques membres de l'ASSEPB aux fidèles chrétiens, à la population congolaise
et aux hommes de bonne volonté.***

Préambule

1. En ce temps pascal, où nous célébrons la victoire du Christ sur le péché et la mort, promesse de vie éternelle, nous, Archevêque et Evêques membres de l'Assemblée Episcopale Provinciale de Bukavu (ASSEPB), avons tenu notre session ordinaire à Uvira **du 08 au 15 mai 2017**. Nous sommes reconnaissants de l'accueil émouvant et chaleureux réservé à notre délégation par l'Evêque, les fidèles chrétiens, la population d'Uvira toute entière ainsi que par les autorités publiques. Ce rendez-vous témoigne de l'attachement filial des fidèles et de la confiance des citoyens aux Pasteurs comme messagers de vérité, de justice et de paix venant du Christ ressuscité.
2. Cependant, nous lisons sur tant de visages l'expression d'une anxiété qu'ils partagent, du reste, avec tout le peuple congolais qui vit globalement un sentiment d'abandon par son Etat. Nous étions, comme eux, soumis à l'épreuve d'une chaussée si dégradée qu'il nous a fallu près d'une heure pour parcourir les quelques kilomètres de Kavimvira à l'Evêché. On entendait la foule chuchoter des mots suggestifs comme : « Uchaguzi (les élections) ! les barabara (routes) ! kazi (le chômage), « inchi inaharibika » (le pays se dégrade) !... Autant de paroles qui révèlent une attente palpable d'un message d'espoir et de vie dans une situation de détresse généralisée. Et partant, nous nous demandions : « Que devons-nous faire ? » (Ac 2, 37).

I. Situation socio-pastorale du moment

3. Nous avons passé en revue la situation socio-pastorale de nos différents diocèses, notamment les joies et les peines des populations en général et des fidèles chrétiens en particulier. La présente exhortation est le fruit de ces échanges pastoraux.

a) Nos joies

4. L'Eglise célèbre l'enracinement de la foi dans notre histoire dont témoigne à titre d'exemple le centenaire du Diocèse de Kindu ainsi que la construction en cours de la cathédrale dans le diocèse de Goma et la création de nouvelles paroisses dans nos diocèses.
5. De même, l'Eglise continue l'animation des jeunes pour l'édification d'une culture de paix, notamment par les journées diocésaines qui se célèbrent annuellement dans chaque diocèse. Ainsi, par exemple, cette année, près de 38.000 jeunes de différents horizons, se sont

rassemblés à Goma, en provenance des différents diocèses de l'ASSEPB ainsi que du Rwanda, du Burundi, de l'Uganda et du Kenya.

6. Nous nous réjouissons que les charismes de différentes congrégations déjà existantes se diffusent dans différents diocèses pour l'évangélisation en profondeur.
7. Notre Eglise admire surtout la fidélité héroïque de certains de nos fidèles chrétiens ainsi que le courage missionnaire de certains de ses agents pastoraux qui, hier et aujourd'hui, ont œuvré dans des situations difficiles en zones de guerre ou d'insécurité souvent en payant de leur vie. Nous portons à votre connaissance l'ouverture des causes de béatification pour 6 de nos frères qui ont témoigné de la foi par le don de leur vie : l'abbé Albert Joubert, les missionnaires xavériens que sont le Frère Vittorio Faccin, les Pères Luigi Carrara et Giovanni Didonè, tous tués à Baraka et à Fizi le 28 novembre 1964 ; S.E. Monseigneur Christophe Munzihirwa, assassiné à Bukavu le 29 octobre 1996 et Monsieur Floribert Bwana Chui, un laïc, agent de l'Etat congolais, supplicié à Goma, le 07 juillet 2007.
8. Bien plus, avec toute l'Eglise de la République Démocratique du Congo, nous saluons la signature de l'Accord Cadre entre le Saint Siège et l'Etat congolais qui facilite les rapports de collaboration ; c'était en date du 20 mai 2016.
9. L'Eglise se félicite de la signature de l'accord de la Saint Sylvestre ainsi que de celle de l'Arrangement Particulier qui le complète, car ces deux documents balisent la voie pour les élections en vue. C'est pourquoi nous nous réjouissons de l'enrôlement massif de nos populations désireuses d'aller aux élections.
10. Dans la vie publique, nous nous réjouissons que, dans certaines villes de nos diocèses, l'amélioration de la voirie urbaine se poursuit, ce qui constitue pour la population locale, une raison d'espérer.

b) Nos inquiétudes

11. L'insécurité persiste presque partout sous des formes variées. Elle va du banditisme de droit commun à des fins crapuleuses jusqu'aux violences programmées à des fins politiques. Ainsi, sur le tronçon de Bukavu à Uvira, les gens évitent ces derniers temps de passer par l'escarpement de Ngomo et par la plaine de la Ruzizi par peur des coupeurs de route ; pour circuler à l'intérieur de leur propre pays, ils sont contraints de traverser les frontières de deux pays !
12. Pareillement, dans certaines de nos villes où il y a pourtant l'armée congolaise et la police nationale, les crimes de droit commun deviennent quasi quotidiens pour des extorsions de rançons. Des ecclésiastiques et des laïcs œuvrant dans les structures sociales en ont été victimes : notamment ceux de la Caritas d'Uvira, C'était le 25 mars 2016 à Lubumba, en territoire de Fizi. Et à Goma dans leur travail de suppléance dans de la paie des salaires des enseignants, le 26 novembre 2016. Bien plus le kidnapping de deux abbés et d'un séminariste

au mois de juillet 2016, tout comme de deux prêtres et un diacre religieux caracciolini à Somikivu, le 15 mai 2016 et à Katwiguru, successivement le 20 mars et 18 novembre 2016. Dans pareilles situations, la paie des salaires pour le compte de l'Etat pose problème. Il en va de même pour l'attaque systématique des professeurs des universités agressés cette année en pleine ville de Butembo, par des groupes de 15 à 25 personnes armées. La prise en Otage de cinq agents de la société minière Banro, le 28 février 2017 à Namoya, s'inscrit dans la même logique : il s'agit de trois Congolais, d'un Tanzanien et d'un Français. Le Tanzanien a déjà été libéré, les Congolais et le Français restent captifs. Les ravisseurs exigent entre autre une meilleure répartition des ressources minières entre grands exploitants et population.

13. Dans d'autres cas encore, ces crimes organisés ne semblent avoir d'autre objectif que le règlement de comptes personnels ou collectifs. La mort tragique de la sœur Clara Agano des Sœurs Scholastiques Franciscaines du Christ Roi à Bukavu, le 29 novembre 2016, relève sans doute de cette dynamique.

II. Analyse de la situation

a) Prolifération des bandes armées

14. Quant aux violences organisées à des fins politiques, elles prennent la forme de groupes armés permanents. Ils relèvent de l'anarchie. C'est dans ce sens qu'il faut lire la résurgence des bandes armées comme les présumés ADF/NALU, les FDLR, les groupe Nyatura, les Nduma, les Cheka de Walikale, les Mazembe et autres bandes semblables qui pullulent partout ! Dans leurs revendications identitaires, ces milices suscitent en plus la résurgence des conflits tribaux. Les retombées néfastes du phénomène Kamwina Nsapu commencent à contaminer les provinces voisines, jusqu'au Maniema, par le réflexe de l'exclusion de l'autre et de la discrimination. Nous exprimons notre compassion aux populations du Kasai et leur présentons nos condoléances pour les pertes en vies humaines.
15. Les bandes armées ne sont pas une solution politique durable. Créées pour résister à un ordre politique inacceptable, elles finissent par engendrer un calvaire imposé à leurs frères et sœurs. D'autres s'attaquent aux infrastructures sociales, scolaires ou sanitaires, accentuant ainsi la misère sociale. Elles profanent les choses sacrées devenant ainsi odieuses, comme cela est arrivé dans la Paroisse cathédrale de Goma, dans la chapelle de l'Office II, en date du 29 avril 2017. Ces bandes ne peuvent durer indéfiniment ni prétendre à une légitimité démocratique.

b) La dégradation des conditions sociales

16. Elle est consécutive entre autres à la dévaluation de la monnaie qui entraîne la diminution du pouvoir d'achat des populations, l'explosion du chômage des jeunes, favorisant la grogne sociale, le banditisme et le recrutement des jeunes dans les innombrables milices.

L'insécurité entretient la pauvreté, entraîne le dépeuplement des campagnes et contribue par là à une urbanisation sauvage accompagnée de la paupérisation et de la promiscuité. Les enfants de la rue augmentent en nombre inquiétant.

17. L'impact négatif sur la santé mentale est une conséquence du traumatisme individuel et collectif qui se manifeste dans nos populations et affecte nos modes de vie, tantôt de façon évidente, tantôt de manière subtile mais réelle. Pour preuve, dans quelques villes et villages, le nombre de malades mentaux augmente de manière significative, nécessitant des soins appropriés qui manquent cruellement. Ce phénomène est à affronter à différents niveaux : médical, pastoral et politique.

c) Une grave crise morale

18. La corruption des cadres politiques et la recherche de leurs intérêts privés au détriment des affaires publiques expliquent, en partie, leur enrichissement scandaleux dès qu'ils accèdent au pouvoir. Par le passé, nous avons déjà eu à déplorer, à titre d'exemple, l'écart énorme entre les agents de l'Etat congolais tel qu'un député national touchait l'équivalent de 169 enseignants du secondaire, de 270 militaires ou de 7 professeurs d'universités¹. Pareille disparité entre citoyens d'un même pays est inacceptable. Il faut repenser les inégalités sociales au sein d'une même nation !

19. Nous avons évoqué également à titre d'exemple, le scandale du tronçon de route menant de Kavimvira à Kalundu qui est, en importance économique, le deuxième port du pays. Une honte pour la cité, pour la province et pour le pays ! Ce type de situation n'est pas isolé. Pourtant, au long de toutes les routes, il est érigé partout dans notre province ecclésiastique des barrières de FONER visant la collecte de fonds pour leur entretien régulier. Où va cet argent du contribuable ? Et qui se le partage ? Un jour ou l'autre il faudra bien qu'on en rende compte !

20. L'abandon d'une partie de l'économie extractive en faveur d'une exploitation sauvage, nationale ou étrangère, alimente les mécanismes pervers qui transforment la bénédiction divine sur le Congo en malédiction. Ainsi les ressources minières nationales du pays sont aujourd'hui qualifiées ironiquement de minerais de sang.

21. Le pullulement incontrôlé des universités avec la bénédiction des organes de l'Etat sont une autre manière de tuer intellectuellement la jeunesse, par une formation au rabais.

¹ ASSPB, *Notre cri pour le respect absolu de la vie humaine, Messages des Evêques aux fidèles et aux hommes de bonne volonté*, Butembo, 23 mai 2015, n°17.

22. Par leur incurie, les structures d'Etat désarticulent l'économie locale en négligeant les infrastructures routières d'intégration nationale. La taxation exagérée asphyxie toute entreprise nationale favorisant par là, la concurrence déloyale avec celles des pays voisins. Les banques et les maisons d'épargne font faillite emportant dans leur débâcle l'épargne des citoyens sans que l'Etat protège ceux-ci de quelque façon. C'est le cas de la BANQUE BIAC, COOPEC MECREGO, COOPEC MECREBU, COOPEC IMARA, COOPEC NYAWERA... L'Etat qui ne fait pas grand-chose pour les œuvres sociales de santé et d'éducation vient au contraire y chercher de l'argent. Ainsi, à l'intérieur, le pays est soumis à la prédation de ses propres dirigeants, de l'extérieur au pillage des étrangers, partout à l'humiliation.

d) L'impasse politique et l'éclipse de l'Etat

23. Le déficit de l'autorité de l'Etat est un constat établi depuis des décennies et qui va croissant : le pays est mal gouverné, ce qui ouvre la porte à l'anarchie et entretient un climat économique, social et politique favorable à la **balkanisation**. En effet, la confusion est générale : les structures de l'Etat étant déjà défailtantes sont devenues, en plus, illégales, ou en tout cas inconstitutionnelles. Heureusement qu'il y a l'accord de la Saint Sylvestre qui les légitime jusqu'à la tenue des élections prochaines du 31 décembre 2017.² Le pays s'en trouve encore plus fragile que jamais. Sur le plan politique, il est exposé à tous les vents.

24. En clair, devant un tel marasme, on peut considérer que globalement, dans l'exercice de ses devoirs envers nous, notre classe politique a failli. En tant que Souverain primaire il faut que vous preniez en mains votre destinée par les voies pacifiques et démocratiques, dans la non-violence active et évangélique. Comme le Pape François l'affirme clairement lorsqu'il dit : « Faisons de la non-violence active notre style de vie ».³

III. Recommandations aux fidèles chrétiens et aux hommes de bonne volonté

25. Nous avons déjà beaucoup parlé et écrit, à temps et à contre temps, pour tirer la sonnette d'alarme ! Nous avons même organisé des moments forts de prière intense pour invoquer la grâce du Très haut en faveur du nécessaire changement de mentalité et de la conversion des mœurs. Mais le fruit tarde à venir. « *Si vous écoutez ma parole, ne fermez pas votre cœur comme au désert, comme au jour de tentation et du défi, où vos pères m'ont tenté et provoqué* », (Ps. 94/95, 7-8). Pourtant, au nom de notre foi en Jésus-Christ et de la vérité, il

² Voir l'Accord Global Inclusif et la Résolution 2348 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

³ Message Annuel pour la Journée Mondiale de la paix (22 décembre 2017) n°1.

nous est impossible de nous taire devant un tel état de fait et malgré le sentiment de lassitude et de découragement que cela peut entraîner.

26. Même si le mal semble primer sur le bien, il est impérieux et urgent pour nous de rappeler les valeurs humaines et chrétiennes indispensables à notre vivre-ensemble qui nous permettront de reconstruire ensemble le tissu social en décomposition. Il nous faut aujourd'hui encore, lever la voix et nous interroger sur l'attitude à adopter devant ce marasme. « *Pour l'amour de Sion, je ne me tairai pas* » (Is. 62,1). Comme les Apôtres après la résurrection, nous sommes invités à rendre compte de notre foi en Jésus-Christ et, avec les fidèles chrétiens, nous devons finalement nous demander à juste titre : Que devons-nous faire de plus ?
27. Pour le peuple congolais, il est temps de se réveiller et de ne pas abandonner la mission noble de la politique à certains leaders irresponsables tels que nous le voyons. L'exercice direct du pouvoir politique relève de la compétence exclusive du laïcat qui constitue l'essentiel du Souverain primaire. Vous avez l'occasion des élections, nul ne peut vous empêcher d'exercer vos devoirs et vos droits. Ne vous y dérobez pas en vous déchargeant sur le clergé et l'épiscopat.
28. Pour parvenir à ces fins, il ne suffit seulement pas de renouveler la classe politique mais il faut encore changer de mentalité. Soyez judicieux dans votre choix. Elisez les candidats sur bases de valeurs personnelles de compétence et de probité et sur base de programmes politiques pertinents. Abandonnez l'esprit de clientélisme et adoptez un esprit citoyen et républicain. Aux candidats déjà élus par le passé, cessez de quémander de l'argent et des faveurs particulières ; demandez plutôt des comptes, sur base de bilans : sur ce qu'ils ont réalisé en matière de paix et sécurité, de développement économique et de promotion sociale, de démocratie et de bonne gouvernance. Aux nouveaux candidats, demandez le projet de société qu'ils portent ainsi que leurs programmes sur ces questions. S'ils sont déficitaires, écartez-les ! S'ils sont convaincants, élisez-les.
29. Quant au nouvel esprit politique et citoyen qui devrait nous animer, voici les grandes lignes de nos recommandations. Que dès à présent, cet esprit s'élabore dans le sens de la réconciliation après tant de souffrances et d'offenses mutuelles consécutives à la guerre ; qu'il se poursuive dans le sens de concorde et de fraternité, d'égalité et de liberté.
30. Le style et le mode de changement des structures ont vocation à se passer dans le cadre de la non-violence et de la réconciliation citoyenne. Car la violence engendre la violence. Nous voulons parler ici de différents groupes armés qui justifient leur insurrection par des motifs nationalistes et citoyens. Ils voulaient, disent-ils souvent, sauvegarder l'intégrité territoriale contre l'invasion étrangère supposée ou réelle, ainsi que pour la sécurité de leurs compatriotes. Mais force est de constater que pour la plupart des fois, ils ne combattent plus

des troupes étrangères ; bien au contraire, avec le temps, ils déstabilisent leurs propres compatriotes qu'ils oppriment et appauvrissent. Il faut qu'ils convertissent leur mobilisation armée en engagement politique et social au bénéfice du bien commun. « Cessez de faire le mal apprenez à faire le bien » (Is 1, 16-17).

31. Que la politique ne soit plus pour nous un lieu de déchainement de violence et de vengeance, mais un espace de vérité, d'émulation, de fraternité retrouvée et de collaboration dans la promotion du bien commun. Nous pouvons être des adversaires politiques et non pas des ennemis. Que cette attitude de réconciliation se vérifie chez nous vis-à-vis des politiciens actuels qui nous ont si souvent offensés, mais qui sont malgré tout nos frères. Nous prions le Seigneur pour eux, afin qu'ils convertissent leurs cœurs et leurs mœurs. Qu'ils réapprennent à être fiers d'un service bien rendu et honteux d'un service mal rendu ; qu'ils réapprennent à rendre leur pays respectable et respecté. Qu'ils cessent de faire le mal, et recommencent à faire le bien et qu'ils vivent ! Il en va de même pour les membres des bandes armées qui écument nos campagnes. Telles sont nos recommandations pour les vertus humaines et citoyennes.
32. Les vertus chrétiennes quant à elles, apporteront un supplément d'âme à nos consciences, à nos communautés et à la nation toute entière. Nous devons nous libérer de la peur de la mort. « Ne craignez pas ceux qui tuent le corps mais ne peuvent tuer l'âme » (Mt 10,28). Car le Christ a vaincu la mort. Nous pourrions utilement prendre exemple sur les modèles de courage, d'héroïsme de nos Martyrs et de nos pasteurs comme Mgr Emmanuel Kataliko. Cultivons les valeurs chrétiennes de la gratuité et du sacrifice et restons vigilants dans la prière.

Aux leaders socio politiques

33. Nous recommandons un ressourcement aux valeurs politiques et/ou aux valeurs morales et religieuses parmi lesquels celles de l'Enseignement Social notamment sur la dignité humaine, le bien commun, la justice sociale, la paix et le travail.

Aux pasteurs et aux services ecclésiaux

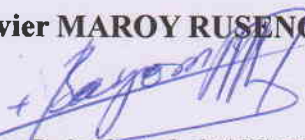
34. Nous recommandons une sollicitude particulière pour la diffusion et l'enracinement de cet enseignement dans les consciences et dans la culture.
- Aussi, nous décrétons une journée de prière et de solidarité en faveur de nos frères et sœurs du grand Kasaï et de tous les autres compatriotes qui traversent des moments difficiles d'insécurité en ces jours, sur toute l'étendue de notre cher pays la R.D. Congo, ce 31 mai, fête de la Visitation, fin du mois marial et de prière du Rosaire pour la Paix.

Conclusion

La solution globale à la crise actuelle ne tombera pas du ciel. Nous sommes appelés à y travailler tous et chacun, dès à présent. Aussi, invoquons-nous la protection de Dieu sur vous et sur notre pays. Nous invitons les fidèles chrétiens à persévérer dans la foi, l'espérance et la charité au service des frères et des citoyens de ce pays, à s'engager résolument dans la gestion de la chose publique.

Donné à Uvira, ce 13 mai 2017, à l'occasion du premier centenaire des apparitions de la Vierge Marie à Fatima.

S.E. Mgr François-Xavier MAROY RUSENGO,


Archevêque de Bukavu et Président de l'ASSEPB

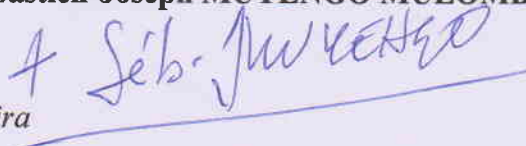
S.E. Mgr Melchisédech SIKULI PALUKU,


Evêque de Butembo-Beni

S.E. Mgr Willy NGUMBI NGENGELE,


Evêque de Kindu

S.E. Mgr Sébastien-Joseph MUYENGO MULOMBE,


Evêque d'Uvira

S.E. Mgr Placide LUBAMBA NDJIBU,


Evêque de Kasongo